

MARCHE AUJOURD'HUI À ALGER

La détermination face à la matraque

De bleu Alger s'est parée hier. Un bleu de tunique, en prévision de la marche nationale pacifique aujourd'hui à laquelle a appelé la Coordination nationale pour le changement et la démocratie (CNCD). Les forces anti-émeutes ont été déployées en différents endroits de la capitale, notamment aux alentours de la place du 1^{er} Mai d'où la marche doit s'ébranler.

Il semble que le nombre de policiers mobilisés pour empêcher la marche de la CNCD est plus important que lors de la marche du RCD le 22 janvier dernier. On parle de 20 000 policiers mobilisés. C'est dire que le pouvoir reste foncièrement engagé sur sa logique répressive.

Une logique dont il ne veut pas se départir. Cette attitude il se l'est forgée au fil de ces 20 dernières années, à l'ombre de l'état d'urgence. Un Etat d'urgence qu'il a maintenu même si les évolutions sécuritaires le rendaient anachronique. Mieux encore, son maintien n'était plus justifié à partir du moment où le discours officiel évoquait avec insistance une paix recouvrée grâce à la politique de réconciliation nationale.

La levée de l'état d'urgence étant devenue une revendication partagée par une majorité de

partis et d'acteurs politiques, le pouvoir dut, sans faire preuve d'audace exagérée, annoncer sa levée prochaine. La Coordination nationale pour le changement et la démocratie (CNCD), qui réclame, entre autres, la levée de l'état d'urgence et a décidé d'organiser, pour ce faire, une marche nationale pacifique à Alger, voit en l'annonce du Conseil des ministres du jeudi 3 février une manœuvre visant à absorber le vent de la contestation qui sourd de partout. Aussi a-t-elle résolu d'aller au bout de son engagement, c'est-à-dire à maintenir sa marche, faisant, du coup, fi de l'interdiction que lui a opposée la Wilaya d'Alger.

La Coordination a fait savoir mardi dernier que rien ne saurait la détourner de son engagement et entamer sa détermination à se réapproprier la rue comme espace d'expression politique et citoyenne.

C'est forts de cette détermination que les membres de la Coordination ont rejeté la proposition de la Wilaya d'Alger qui, extrêmement généreuse, s'est déclarée prête à ouvrir la Coupole Mohamed-Boudiaf pour un méga-rassemblement, pour peu que la Coordination accepte l'alternative.

Raté pour le pouvoir qui a pensé ainsi s'éviter le spectacle d'une ville ouverte à la contestation populaire. S'il reconnaît la légitimité des revendications exprimées, le pouvoir reste allergique à leur expression dans une marche. Notamment à Alger où les marches sont interdites depuis le 18 juin 2001. Pas toutes, puisque celles ayant pour objet de soutenir la politique gouvernementale sont tolérées.

D'aucuns se rappellent les foules sorties «spontanément» dans les rues d'Alger pour accueillir le chef de l'Etat à son retour au pays après une hospitalisation à l'hôpital de Val-de-Grâce à Paris.

Ce jour-là, les autorités n'ont pas réagi pour interdire l'investissement de la rue par la foule. Idem lorsque les Fennecs étaient revenus triomphants de leur équipée soudanaise. Les autorités, si promptes à exhiber le risque sécuritaire, étaient convaincues, en ces circonstances-là, du risque zéro.

Comme quoi, il n'y a risque de dérapages sécuritaires uniquement quand les gens sortent pour crier leur malvie, scander leur soif de liberté.

Sofiane Aït-Ifllis

CAFÉ LITTÉRAIRE
DE BÉJAÏA
Marchons ce 12 février
pour la dignité
et la liberté

Le café littéraire de Béjaïa salue la création de la Coordination nationale pour le changement et la démocratie (CNDC) et adhère à son appel à la marche populaire et pacifique du 12 février à Alger.

Cette initiative prise par une coalition de partis démocrates, de syndicats et associations autonomes, d'intellectuels et de personnalités politiques, suscite un immense espoir dans la mesure où elle offre une perspective de lutte aux Algériennes et aux Algériens pour la reconquête de leur liberté. Depuis un demi-siècle, le pouvoir a instauré un régime autocratique et rétrograde, privant le peuple de ses droits politiques, économiques, sociaux et culturels. Les richesses nationales sont spoliées et dilapidées, les libertés publiques étouffées, les protestations pacifiques réprimées et la dignité humaine foulée aux pieds. A l'islamisation forcenée de la société s'ajoute une déculturation accablante de la population dans l'objectif machiavélique de soumettre les esprits aux caprices du dictateur suprême.

Cette situation doit cesser. Tous les défenseurs des libertés, hommes et femmes, sont plus que jamais interpellés, pour se mobiliser, quotidiennement et unitairement, afin d'enclencher un mouvement irréversible pour le changement tant attendu par notre peuple.

Le café littéraire de Béjaïa considère que les forces de progrès doivent garder l'initiative de la mobilisation pour traduire avec justesse les aspirations profondes de la population.

Notre droit à vivre dans une société libre, laïque, prospère, où les femmes et les hommes sont totalement égaux, nous le proclamons haut et fort. C'est pourquoi, tout en saluant l'initiative prise par la CNDC, notre collectif décide de prendre part à la marche du 12 février et lance un appel aux artistes, intellectuels et autres animateurs associatifs à se rendre massivement à Alger pour hâter l'avènement de la démocratie dans notre pays.

Le café littéraire de Béjaïa
Le 9 février 2011

POURSUITE OU GEL DE LA GRÈVE ?

Les paramédicaux décideront lundi

Le ministre de la Santé recevra, demain, le Syndicat algérien des paramédicaux (SAP) pour discuter de ses revendications. Le syndicat des paramédicaux, en grève illimitée depuis mardi dernier, décidera des suites à donner à son mouvement, lundi prochain, lors de la tenue de son conseil national.

Salima Akkouch - Alger (Le Soir) - Le ministre de la Santé craint-il que le mouvement de protestation initié par le Syndicat algérien des paramédicaux ne perturbe plus les hôpitaux ?

Visiblement, c'est le cas. Après avoir échoué à mettre fin à ce mouvement par la voie de justice, la tutelle a décidé de jouer la carte de l'apaisement en invitant à la table du dialogue les représentants des paramédicaux.

Une rencontre est prévue entre les

deux parties demain. Le SAP, qui se félicite de ce premier pas vers le dialogue, a décidé de poursuivre, pour le moment, le débrayage et de suspendre les sit-in dans les hôpitaux. «Il n'y a pas lieu de tenir des sit-in puisque la tutelle a décidé de dialoguer avec nous», a déclaré M. Gachi, porte-parole du SAP.

Le conseil national du SAP se réunira au lendemain de la rencontre avec la tutelle afin de décider des suites à donner à son mouvement de protestation. Tout repose sur les résultats de cette rencontre. Le syndicat est formel : «Les paramédicaux attendent des engagements concrets, sans quoi, la corporation poursuivra la protestation».

Le ministre de la Santé n'a visiblement pas le choix. Il ne dispose que d'un seul moyen pour convaincre les paramédicaux à reprendre du service. Soit le dialogue qui aboutira à des

résultats concrets.

«Les paramédicaux ne veulent pas d'un semblant de dialogue avec la tutelle, ils attendent depuis 3 ans la promulgation de leur statut. S'il n'y a pas aboutissement de leurs revendications, ils ne reculeront pas», a souligné M. Gachi.

Le SAP exige l'intégration de la formation paramédicale dans le système LMD, une classification à l'échelle 11 et la réintégration des syndicalistes suspendus. Depuis mardi dernier, les paramédicaux, largement mobilisés, paralysent les structures hospitalières publiques. En dépit d'une décision de justice déclarant leur mouvement de grève illégal et des menaces de radiation. Ils restent décidés à aller jusqu'au bout. Leur détermination va-t-elle finir par être payante ?

S. A.

BLIDA : ILS ONT REFUSÉ LEUR INCORPORATION COMME AGENTS DE SÉCURITÉ

Des dizaines d'éléments de la garde communale bloquent la route

Ils étaient plusieurs dizaines d'éléments de la garde communale de Blida à bloquer, jeudi dernier, la route menant vers Oued-El-Alleug, à proximité de la cité 13 Mai.

Le motif de cette grogne est la décision leur mutation d'office en qualité d'agents de sécurité dans différentes administrations de la wilaya.

En effet, les protestataires considèrent que cette mutation est une injustice à leur égard surtout après 20 ans de sacrifice dans la lutte contre le terrorisme.

Les gardes communaux soutiennent qu'ils continueront à manifester pacifiquement jusqu'à ce que cette décision soit annulée. A noter que ces derniers ont commencé leur revendication, mercredi dernier, journée durant laquelle ils ont bloqué pendant quelques minutes la route.

M. B.

Marche et rassemblement de jeunes chômeurs à Kherrata

Plusieurs centaines de jeunes sans emploi des municipalités de Kherrata et Draâ-El-Kaïd, situées à l'est de la wilaya de Béjaïa, sont sortis dans la rue, dans la matinée de jeudi, pour manifester leur ras-le-bol contre la politique socioéconomique du pouvoir.

Les jeunes chômeurs manifestants ont initié une marche qui s'est ébranlée du stade communal de la ville de Kherrata pour se diriger vers le lieudit Tala N'tvavurt. Tout au long du trajet, les protestataires ont déployé une banderole géante sur laquelle on pouvait lire «Pouvoir dégage !».

Les jeunes chômeurs ont ensuite observé un imposant regroupement sur les lieux de la manifestation en procédant à la fermeture à la circulation sur la RN 9, reliant les wilayas de Béjaïa et Sétif.

Les jeunes chômeurs protestataires exigent entre autres revendications un emploi stable et décent.

A. K.